

Déjà une quarantaine d'enquêtes semblent avoir été ouvertes.

L'association de malfaiteurs qu'ils ressortent ici, est de plus en plus utilisée ces dernières années, véritable **fourre-tout juridique permettant à la justice et la police de faire ce qu'ils veulent**. Elle ne vise pas à incriminer pour des faits en particulier mais à réprimer à plus grande ampleur. **Ce qui est visé, ce sont les liens, le soutien, l'ambiance qui permet à la contestation d'exister sous toutes ses formes, c'est "l'entente en vue de"** Cela leur permet notamment de mettre en place des écoutes téléphoniques, des géolocalisations, des filatures, des perquisitions, de la surveillance informatique et de suspecter ceux et celles qui ne veulent plus subir sans rien dire.

La procédure à laquelle on assiste ici est autant exceptionnelle qu'elle se banalise. C'est en fait la continuité de ce qui se passe dans la rue : **en frapper un pour en effrayer cent**. Marquer les corps et les esprits. Instiller la peur et l'angoisse. Faire rentrer les gens chez eux. Enrayer la dynamique de lutte. Les blessures physiques et psychologiques, les mains arrachées, les regards éborgnés, les traumatismes face aux violences et leurs nuages de gaz. Les condamnations à la chaîne dans les chambres de comparutions immédiates, les peines de prison, les amendes et les interdictions de manifester. Les instructions, les perquisitions et le sentiment permanent d'être scruté, épié, observé. C'est l'arsenal dont dispose aujourd'hui le pouvoir pour maintenir son ordre et ses privilèges.

La violence que déploie aujourd'hui le pouvoir pour se défendre a cela d'exceptionnel qu'elle vient dévoiler la brutalité que nous subissons au quotidien. Mépris, exploitation, boulots de merde, loyers démesurés, crédit à vie et vice-versa. Ce sont ces conditions d'existence face auxquelles nous sommes des dizaines de milliers à crier nos rages. **Et pour ceux qui nous exploitent, pas question de lâcher, ils ont un monde de privilèges à défendre, ils ont leur beurre à faire sur notre dos et des armes policières et juridiques pour continuer à le faire.**

A travers ce type d'enquêtes ou d'instruction, c'est le mouvement en cours dans son ensemble qui est directement attaqué. C'est une tentative de plus visant à diviser les manifestant·e·s, en isolant certaines personnes, alors même que l'on assiste depuis plusieurs semaines à un large mouvement populaire qui prend la rue en s'exprimant de manière plurielle. .

Ne nous laissons pas faire
AFFIRMONS ENSEMBLE
"NOUS SOMMES
TOU.TE.S DES MALFAITEURS !"

Déjà une quarantaine d'enquêtes semblent avoir été ouvertes.

L'association de malfaiteurs qu'ils ressortent ici, est de plus en plus utilisée ces dernières années, véritable **fourre-tout juridique permettant à la justice et la police de faire ce qu'ils veulent**. Elle ne vise pas à incriminer pour des faits en particulier mais à réprimer à plus grande ampleur. **Ce qui est visé, ce sont les liens, le soutien, l'ambiance qui permet à la contestation d'exister sous toutes ses formes, c'est "l'entente en vue de"** Cela leur permet notamment de mettre en place des écoutes téléphoniques, des géolocalisations, des filatures, des perquisitions, de la surveillance informatique et de suspecter ceux et celles qui ne veulent plus subir sans rien dire.

La procédure à laquelle on assiste ici est autant exceptionnelle qu'elle se banalise. C'est en fait la continuité de ce qui se passe dans la rue : **en frapper un pour en effrayer cent**. Marquer les corps et les esprits. Instiller la peur et l'angoisse. Faire rentrer les gens chez eux. Enrayer la dynamique de lutte. Les blessures physiques et psychologiques, les mains arrachées, les regards éborgnés, les traumatismes face aux violences et leurs nuages de gaz. Les condamnations à la chaîne dans les chambres de comparutions immédiates, les peines de prison, les amendes et les interdictions de manifester. Les instructions, les perquisitions et le sentiment permanent d'être scruté, épié, observé. C'est l'arsenal dont dispose aujourd'hui le pouvoir pour maintenir son ordre et ses privilèges.

La violence que déploie aujourd'hui le pouvoir pour se défendre a cela d'exceptionnel qu'elle vient dévoiler la brutalité que nous subissons au quotidien. Mépris, exploitation, boulots de merde, loyers démesurés, crédit à vie et vice-versa. Ce sont ces conditions d'existence face auxquelles nous sommes des dizaines de milliers à crier nos rages. **Et pour ceux qui nous exploitent, pas question de lâcher, ils ont un monde de privilèges à défendre, ils ont leur beurre à faire sur notre dos et des armes policières et juridiques pour continuer à le faire.**

A travers ce type d'enquêtes ou d'instruction, c'est le mouvement en cours dans son ensemble qui est directement attaqué. C'est une tentative de plus visant à diviser les manifestant·e·s, en isolant certaines personnes, alors même que l'on assiste depuis plusieurs semaines à un large mouvement populaire qui prend la rue en s'exprimant de manière plurielle. .

Ne nous laissons pas faire
AFFIRMONS ENSEMBLE
"NOUS SOMMES
TOU.TE.S DES MALFAITEURS !"